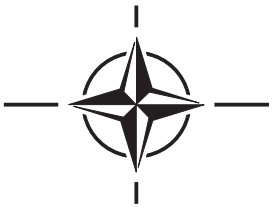


KOSOVO: UN AN APRES

Réalisations et défis

LORD ROBERTSON OF PORT ELLEN
Secrétaire général de l'OTAN

Table des matières

Introduction **5**

Origines de la crise **6**

Les objectifs de la campagne aérienne **10**

La conduite de la campagne aérienne **13**

Progrès accomplis au Kosovo depuis le conflit **16**

La tâche n'est pas encore achevée : évaluation des défis qui subsistent **18**

Une action juste et nécessaire **23**

Aurait-on pu faire mieux? ***25***

Introduction

Il y a un an, l'OTAN a lancé sa puissance aérienne pour mettre fin à la répression au Kosovo – et l'opération a été couronnée de succès. Dans le déluge de commentaires que cette action a provoqué, ce simple fait passe facilement inaperçu. De nombreux malentendus subsistent à propos de ce qui s'est passé. Le temps est venu maintenant de considérer l'action de l'OTAN pendant le conflit, de voir ce que la KFOR est parvenue à faire depuis lors, et de se tourner vers l'avenir. Les risques étaient grands – l'OTAN devait faire face à de nombreux problèmes – et le prix à payer était élevé. Mais comme l'Alliance l'avait promis alors, les forces serbes sont parties, la KFOR est là, et les réfugiés sont rentrés chez eux. Toutefois, il ne faut pas se voiler la face : la tâche qui reste à accomplir est considérable.

La crise, qui couvait depuis longtemps, ne peut être réglée en un an. Si le travail accompli, souvent sans fanfares, est énorme, personne ne peut se satisfaire de la situation actuelle. Mais, pour ceux qui auraient des doutes, il suffit de regarder le choix qui s'offrait. Le rapport de l'OSCE, *Kosovo/Kosova As seen, As Told,* est horriblement parlant; il brosse un tableau bouleversant d'une campagne de violence délibérée contre la population albanaise civile du Kosovo. Il y est dit que personne n'était en sécurité : *"On a la preuve, horrifiante, que des enfants étaient pris pour cible, afin de terroriser et de punir les adultes et les communautés auxquelles ils appartenaient."* Si l'OTAN n'était pas intervenue, la spirale de violence se serait intensifiée et le nombre des morts n'aurait fait qu'augmenter. Les réfugiés se compteraient désormais par centaines de milliers, pesant lourdement sur les pays voisins, et toute la région se trouverait déstabilisée. Les détracteurs de l'Alliance, y compris ceux qui critiquent l'OTAN pour son action, la condamneraient alors pour son inaction.

Le défi, et pas seulement pour l'OTAN, consiste désormais à mener l'entreprise à bon escient. La campagne aérienne et l'entrée de la KFOR ont permis de poser les premiers jalons, mais il faut maintenant des ressources et une détermination sans faille, sinon le succès durement acquis pourrait nous échapper. La population du Kosovo et ses dirigeants doivent également saisir les opportunités qui leur sont offertes au risque de perdre le soutien de la communauté internationale, qui pourrait finir par se lasser. Ce sont les haines interethniques qui par le passé ont conduit à la catastrophe et, aussi durs, aussi amers que soient les souvenirs, ces haines doivent être surmontées si l'on veut que l'avenir soit vraiment différent.

Edmund Burke a dit un jour que, pour que le mal triomphe, il suffit que les hommes de bonne volonté ne fassent rien. En mars de l'année dernière, les dix-neuf pays de l'OTAN ont agi. Je vous livre ici mes réflexions personnelles sur le Kosovo un an après.

Origines de la crise

Lorsque l'OTAN a lancé sa campagne aérienne, le Kosovo était le théâtre de violences ethniques croissantes, la démocratie était mise à mal, tout comme l'ordre public, les droits de l'homme étaient systématiquement bafoués par les dirigeants, et le gouvernement de Belgrade refusait de chercher, ou d'accepter, un règlement politique. Il était par ailleurs manifeste que le gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie comptait intensifier sa campagne de répression. La communauté internationale se rendait compte que l'on courait à la catastrophe humanitaire. Malgré ses réticences, l'OTAN s'est décidée à faire usage de la force.

Les facteurs menant à cette crise étaient à la fois anciens et récents. Les Balkans, lieu de friction traditionnel entre les cultures et les religions ottomanes et européennes, ont longtemps été une région de troubles. A des siècles de tension ont succédé des décennies d'autoritarisme, le président Tito contenant les tensions latentes, sans pour autant chercher de solution.

Les germes de la tragédie du Kosovo se trouvent dans l'accession au pouvoir de Slobodan Milosevic, avec son tristement célèbre discours de Kosovo Polje en 1987, et la révocation en 1989 du statut d'autonomie accordé à la province pour la placer ainsi sous le contrôle direct de Belgrade. Dans les années qui ont suivi, l'ethnie majoritaire du Kosovo s'est vu retirer progressivement le droit de gérer ses propres affaires, d'assurer sa subsistance, d'avoir accès à l'appareil législatif et judiciaire, et de pouvoir élever ses enfants dans sa langue et sa culture.

Au début, les Albanais du Kosovo ont tenté de faire face à cette situation par des moyens pacifiques. Les Serbes dominant les structures administratives, les dirigeants des Albanais du Kosovo ont finalement formé une sorte de "gouvernement" parallèle. Ils ont même organisé des élections et tenté d'apporter aux Albanais de la province l'instruction et les soins médicaux que le gouvernement yougoslave leur refusait. Enfin, l'opposition pacifique n'ayant pas donné de résultats, certains Albanais du Kosovo ont pris les armes et se sont organisés pour former ce qui allait devenir l'Armée de libération du Kosovo (UCK).

L'UCK est en effet le produit direct de la répression serbe. Mais les autorités yougoslaves ont pris comme prétexte l'apparition d'une force armée des Albanais du Kosovo pour justifier un surcroît de violence, s'aliénant davantage encore la population et suscitant chez elle une radicalisation. A mesure que la situation au Kosovo se dégradait, la communauté internationale s'inquiétait de plus en plus des atteintes aux droits de l'homme et du risque de voir l'instabilité s'étendre aux pays voisins.

Pression de la communauté internationale

En décembre 1997, les Ministres des affaires étrangères des pays de l'OTAN ont confirmé que l'intérêt que l'OTAN portait à la stabilité dans les Balkans ne se limitait pas à la Bosnie-Herzégovine, mais s'étendait à la région avoisinante; ils se déclaraient préoccupés par la montée de la tension ethnique au Kosovo.

Il est important de rappeler les efforts considérables déployés par l'OTAN et par la communauté internationale afin d'éviter une intervention militaire au Kosovo, tout en montrant clairement au président Milosevic leur détermination à faire usage de la force s'il le fallait absolument. L'expérience nous a enseigné que, sans la menace d'un recours à la force, la diplomatie restait sans effet sur lui. Au printemps de 1998, les Ministres des pays de l'OTAN ont appelé toutes les parties à tenter de trouver un règlement pacifique à la crise, tout en chargeant les autorités militaires de l'Alliance de préparer des options pour un recours à la force, si cela s'avérait nécessaire.

Les actions de l'Alliance, y compris les survols effectués ensuite par des avions militaires de l'OTAN, ont sans doute freiné les actions des forces yougoslaves. Par contre, l'UCK intensifie alors son action militaire, entraînant finalement une contre-offensive serbe à la fin de l'été, menée, à l'évidence, sans discernement. Selon les estimations du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), il s'en est suivi un flux de personnes déplacées dépassant largement les 200.000. Quelque 50.000 personnes se sont retrouvées dans des camps de fortune, soumises à des conditions de vie de plus en plus précaires. C'est pourquoi une série d'initiatives diplomatiques ont été prises à l'automne de 1998. Le Secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, l'émissaire spécial du Président des Etats-Unis, Richard Holbrooke, le général Klaus Naumann, Président du Comité militaire de l'OTAN, et le général Wesley Clark, Commandant suprême des forces alliées en Europe, se sont rendus à Belgrade. En septembre, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la Résolution 1199, qui exprimait la préoccupation de la communauté internationale devant l'usage excessif de la force par les unités de sécurité serbes, avertissait de l'imminence d'une catastrophe humanitaire et appelait à un cessez-le-feu entre les deux parties au conflit.

© SHAPE

Le Secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, le Commandant suprême des forces alliées en Europe, le général Wesley Clark, et le Président du Comité militaire, le général Klaus Naumann, rencontrent le président Milosevic à l'automne 1998 – l'une des nombreuses tentatives de mise en garde contre les conséquences de ne pas rechercher un règlement politique au Kosovo.

Le 13 octobre, pour renforcer ces initiatives, le Conseil de l'Atlantique Nord a autorisé des ordres d'activation pour des frappes aériennes contre la Yougoslavie, afin d'essayer, encore une fois, de convaincre le président Milosevic de retirer ses forces du Kosovo et de coopérer aux efforts visant à mettre fin à la violence.

A la suite de ces pressions, le président Milosevic a accepté de limiter les effectifs des forces militaires et de sécurité présentes au Kosovo, ainsi que leur armement. Il a également accepté le déploiement dans la province d'une mission d'observation conduite par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) – la Mission de vérification au Kosovo (KVM) – et d'une mission d'observation aérienne dirigée par l'OTAN. L'OTAN a aussi déployé dans la région une force opérationnelle chargée d'aider, au besoin, à l'évacuation d'urgence de la KVM.

Escalade de la violence et de la répression au Kosovo

Malgré ces mesures, les actes de violence organisée, la répression, la provocation et les actes de vengeance se sont poursuivis des deux côtés, mais plus particulièrement de la part des forces et des éléments paramilitaires serbes. Dans son rapport de décembre 1999 intitulé *Kosovo/Kosova As Seen, As Told,* le Bureau des institutions démocratiques des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE estime que pas moins de 350.000 Kosovars, dont une énorme majorité d'Albanais, mais aussi quelques Serbes, avaient été chassés de chez eux à la fin de 1998.

Toute analyse objective de la situation au Kosovo, en particulier depuis 1998, révèle que des actes de violence et de provocation graves ont été commis contre la population serbe par les Albanais du Kosovo, en particulier par l'UCK. En contribuant au cycle de la violence, ils ont encore diminué l'espoir, déjà faible, d'une issue pacifique. Toutefois, comme le précise le rapport du BIDDH de l'OSCE, les actions de l'UCK étaient peu de chose en regard de la campagne de violence et de destruction préméditée, bien orchestrée et brutalement exécutée par les forces du régime yougoslave contre la population albanaise du Kosovo.

D'après le rapport du BIDDH de l'OSCE, le massacre, le 15 janvier 1999, de 40 civils albanais du Kosovo non armés dans le village de Racak *"démontre clairement le glissement vers une violence prenant la forme de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité."* Cet acte a choqué la communauté internationale et concrétisé sa détermination à trouver une solution à la crise.

Les autres événements majeurs signalés par l'OSCE dans la période précédant le conflit sont : les meurtres d'Albanais du Kosovo perpétrés par la police, dans le courant de janvier, à Rogovo et Rakovina ; le lancement d'"exercices d'hiver" avec bombardement de villages et expulsion forcée de villageois dans la municipalité de Vucitrn en février et mars ; une offensive des militaires et de la police à Kacanik en février, avec, pour tactique, l'incendie et la destruction de maisons civiles pour soit disant nettoyer le secteur de l'UCK ; enfin, une brutale descente de police dans un quartier albanais de Pristina, début mars, après le meurtre de deux policiers. Le rapport du BIDDH de l'OSCE conclut que ces événements, après les meurtres de Racak, révélaient de graves abus des forces yougoslaves et serbes contre la population civile.

Echec des pourparlers de Rambouillet

A la fin de janvier 1999, le Groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie (France, Allemagne, Italie, Russie, Royaume-Uni et Etats-Unis) a décidé d'appeler les parties au conflit à se réunir. L'OTAN a appuyé cette initiative en adressant un avertissement aux deux parties et en décidant de recourir, au besoin, à des frappes aériennes. Le 6 février, les parties se sont réunies à Rambouillet, dans la région parisienne, pour chercher une solution.

Les pourparlers ont duré dix-sept jours suivis d'une réunion qui s'est tenue à Paris à la mi-mars. Les propositions offraient beaucoup aux deux parties tout en exigeant des concessions majeures. Les Albanais du Kosovo se voyaient offrir une autonomie considérable, garantie par la présence d'une force dirigée par l'OTAN, mais pas l'indépendance. Les Serbes se voyaient demander de concéder l'autonomie, mais non la souveraineté, la question du statut final du Kosovo restant ouverte. Malheureusement, malgré les énormes efforts de la communauté internationale et la décision de la délégation des Albanais du Kosovo de signer les Accords de Rambouillet, la délégation yougoslave s'y est refusée. Il est clair que le gouvernement yougoslave n'a jamais sérieusement recherché une paix négociée à Rambouillet.

Alors même que les discussions se poursuivaient, les forces militaires et la police yougoslaves se préparaient à intensifier leurs opérations contre les Albanais du Kosovo. A l'encontre des accords d'octobre 1998, elles ont largement augmenté leurs effectifs et leur armement dans la province. Pendant cette période, le HCR et l'OSCE parmi d'autres ont fréquemment signalé que la situation en matière de droits de l'homme se détériorait. Après une ultime tentative de Richard Holbrooke de convaincre le président Milosevic d'inverser sa politique, le Secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, sachant que la diplomatie était désormais impuissante, a donné l'ordre de lancement de l'*opération Force alliée.*

Cette décision fatidique a été l'aboutissement de mois d'intenses négociations politiques et d'appels à la Yougoslavie par les Nations Unies, le Groupe de contact, les pays du G8 et d'autres pour qu'elle mette fin à la répression et aux actes de violence qui ne cessaient d'aggraver la crise humanitaire. Devant le rejet désinvolte de ces appels par le régime yougoslave, sa campagne de terreur contre sa propre population, menée au mépris des normes internationales les plus élémentaires en matière de conduite humanitaire, et l'échec de tous les efforts diplomatiques pour trouver une solution politique, l'OTAN n'avait d'autre choix que le recours à la force.

Les objectifs de la campagne aérienne

L'OTAN avait clairement prévenu le président Milosevic de ce qui arriverait si les exigences de la communauté internationale étaient ignorées. La diplomatie coercitive se fonde sur le principe que la menace du recours à la force, pour être crédible, doit être étayée par l'utilisation de la force si nécessaire. L'OTAN ne bluffait pas.

Le 12 avril, alors qu'il était devenu manifeste que le gouvernement yougoslave s'était lancé dans une politique d'expulsion forcée et massive des Albanais du Kosovo, le Conseil de l'Atlantique Nord a caractérisé la justification politique de sa décision dans les termes suivants :

"Les attaques menées sans retenue, sous la direction du président Milosevic, par des forces militaires, des forces de police et des forces paramilitaires yougoslaves contre des civils kosovars, ont provoqué une catastrophe humanitaire

© Crown

Des soldats de l'OTAN contribuent à l'aide prodiguée aux réfugiés albanais chassés du Kosovo par les forces serbes. (Brazda, ex-République yougoslave de Macédoine* – avril 1999)
**La Turquie reconnaît la République de Macédoine sous son nom constitutionnel.*

de grande ampleur qui menace également de déstabiliser la région environnante. Des centaines de milliers de personnes ont été expulsées, sans pitié, du Kosovo par les autorités de la République fédérale de Yougoslavie. Nous condamnons ces violations effroyables des droits de l'homme et l'usage aveugle de la force par le gouvernement yougoslave. Ces politiques extrêmes, criminelles et irresponsables, que l'on ne saurait défendre pour quelque motif que ce soit, ont rendu l'action militaire de l'OTAN nécessaire et la justifient.

L'action militaire de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie est menée à l'appui des objectifs politiques de la communauté internationale : paix, multiethnicité et démocratie pour un Kosovo où le peuple tout entier puisse vivre en sécurité et jouir des libertés et des droits de l'homme universels sur une base d'égalité."

Le rapport du BIDDH de l'OSCE confirme que les expulsions ont été menées par les forces yougoslaves et serbes *"en application manifeste d'un plan stratégique et en violation flagrante des lois et usages de la guerre"*, et que *"les violations infligées à la population albanaise du Kosovo après le 20 mars n'étaient que la poursuite des actions entreprises par les forces militaires yougoslaves et serbes qui avaient été bien répétées, dans la mesure où elles avaient déjà été mises en application en de nombreux endroits du Kosovo bien avant le 20 mars."* Début d'avril, étaient révélés les détails d'un plan secret serbe *(Opération Fer à cheval)* établi des mois auparavant et visant à expulser par la force les Albanais de souche du Kosovo.

En lançant sa campagne aérienne, l'OTAN a bien précisé les mesures attendues du président Milosevic et de son régime pour qu'elle arrête son action :

1. mettre un terme, de façon vérifiable, à toute action militaire et mettre fin immédiatement à la violence et à la répression ;
2. retirer les forces militaires, forces de police et forces paramilitaires du Kosovo ;
3. accepter une présence militaire internationale au Kosovo ;
4. accepter le retour, sans conditions et dans un climat de sécurité, de tous les réfugiés et personnes déplacées, et permettre aux organisations d'aide humanitaire d'accéder sans entraves à ces personnes ;
5. donner des assurances crédibles de sa volonté d'oeuvrer, sur la base des Accords de Rambouillet, à l'établissement d'un accord-cadre politique pour le Kosovo en conformité avec le droit international et la Charte des Nations Unies.

Dès que le président Milosevic eut satisfait à ces conditions, le Conseil de l'Atlantique Nord, par la voix de son Secrétaire général, décida le 10 juin 1999 de suspendre les opérations aériennes. En de nombreuses occasions, tout au long du conflit, l'OTAN a indiqué clairement qu'elle ne menait pas une campagne visant à

© Belga

La population locale accueille avec enthousiasme les forces allemandes. (Prizren, juin 1999)

vaincre la Serbie ou la République fédérale de Yougoslavie et qu'elle ne faisait pas la guerre au peuple serbe. Il ne s'agissait pas d'une guerre, mais bien d'une opération menée avec rigueur pour enrayer la campagne yougoslave de violence au Kosovo en attaquant, de manière proportionnée et appropriée, la machine militaire qui menait ces actions. L'Alliance s'est engagée dans cette campagne dans le seul but de convaincre le président Milosevic de satisfaire aux exigences raisonnables énumérées ci-dessus. Le résultat final pour le gouvernement yougoslave fut un règlement beaucoup plus négatif que celui proposé à Rambouillet.

Il ne fut pas facile pour l'OTAN de prendre la décision de recourir à la force militaire. Cette réticence à prendre les armes est à mettre au crédit des démocraties occidentales. Concilier les préoccupations et les priorités de dix-neuf pays soumis à des pressions politiques internes différentes constituait un énorme défi. Il a fallu adopter des compromis qui ont pu compliquer la tâche militaire, mais c'était le prix à payer pour obtenir ce consensus qui est un élément fondamental de l'OTAN. Voilà un motif de fierté plutôt que de regret. Dans une situation lourde de risques sur le plan politique, tous les Alliés de l'OTAN ont estimé qu'il était impératif de prendre des mesures pour empêcher la poursuite de la répression au Kosovo, et qu'il était primordial que l'OTAN l'emporte.

La conduite de la campagne aérienne

Le concept de l'*opération Force alliée* envisageait une campagne aérienne en plusieurs phases, qui devait permettre à l'OTAN d'atteindre ses objectifs politiques avec un recours minimal à la force. Ces phases allaient d'une démonstration de force, aux premiers stades, jusqu'à des opérations menées contre les forces serbes au Kosovo. Au besoin, ces opérations seraient étendues à tout le territoire de la République fédérale de Yougoslavie et viseraient des objectifs appuyant le potentiel dont disposait le régime pour attaquer la population civile du Kosovo. On avait espéré, sans vraiment y compter, que le président Milosevic prendrait rapidement conscience de la détermination de l'OTAN et accepterait ses exigences. Au contraire, il a amplifié sa campagne de purification ethnique, et par conséquent les responsables de l'OTAN ont accéléré et intensifié considérablement leur campagne aérienne.

© Département de la défense (Etats-Unis)

Alignement de chasseurs-bombardiers F-16 américains prêts à décoller de la base aérienne d'Aviano, en Italie, au cours de l'*opération Force alliée.*

Sélection des objectifs

Cette campagne aérienne a été lancée pour affaiblir le potentiel militaire serbe, à la fois au niveau stratégique et à l'échelon tactique. Les frappes d'objectifs tactiques comme les positions d'artillerie et les quartiers généraux de campagne ont eu un effet plus immédiat, en entravant la purification ethnique au Kosovo. Quant à celles dirigées contre des cibles stratégiques, telles les ministères ou les raffineries, elles ont eu des répercussions à plus long terme et de plus grande envergure sur la

machine militaire serbe. Les forces alliées ont effectué un peu plus de 38.000 sorties de combat, dont 10.484 sorties avec frappes, sans subir aucune perte – un résultat remarquable.

Au départ, il était capital de neutraliser le réseau de défense aérienne serbe. Cette tâche s'est révélée ardue, face à un système très structuré, doté de nombreux éléments mobiles. Or, sans la supériorité aérienne, l'OTAN n'aurait pas pu atteindre ses objectifs militaires tout en protégeant ses propres forces. De surcroît, la capacité des forces alliées de frapper avec précision des cibles militaires et de réduire les "dommages collatéraux" aurait été limitée. L'OTAN a certes réussi à tenir la menace en échec sans toutefois l'éliminer complètement, ce qui a imposé une vigilance continue durant toute la campagne aérienne.

En ce qui concerne les objectifs tactiques, l'OTAN a fait porter l'essentiel de ses efforts contre les installations militaires, et les troupes, les armes lourdes, les véhicules et les formations militaires déployés au Kosovo et dans le sud de la Serbie. Nombre de ces objectifs étaient extrêmement mobiles et difficiles à localiser, surtout au début de la campagne, en raison de mauvaises conditions météorologiques. Le placement cynique, par les Serbes, d'armes et de véhicules dans des habitations et des bâtiments civils, la présence de véhicules militaires dans des convois civils et, parfois, le recours à des boucliers humains, a compliqué les frappes aériennes. Les Serbes ont ainsi pu exploiter le souci qu'avait l'OTAN d'éviter de faire des victimes civiles. Cependant, la menace constante de l'aviation de l'OTAN a contrecarré l'action des Serbes, en les forçant à dissimuler et en les exposants aux frappes lorsqu'ils s'aventuraient à découvert.

© Département de la défense (Etats-Unis)

Un F-15 E Strike Eagle américain décolle de sa base italienne.

Parmi les objectifs stratégiques figuraient les moyens de défense aérienne, les installations de commandement et de conduite des opérations, les quartiers généraux des forces militaires (VJ) et de police (MUP) et les itinéraires de ravitaillement yougoslaves. Les critiques parfois adressées à l'OTAN concernant ces frappes faisaient valoir que de telles actions mettaient également en danger à la fois les civils et leurs biens. En réalité, l'Alliance avait soigneusement défini les objectifs en fonction de leur rôle dans l'effort de guerre serbe. Elle n'a frappé que les installations estimées comme contribuant effectivement à l'effort militaire

yougoslave et dont la destruction offrirait un avantage certain au plan militaire. Tout a été fait pour limiter à un minimum l'incidence de la campagne aérienne sur la population civile serbe.

Réduire à un minimum les risques pour les civils

Les cibles choisies ont dû passer sous le scrutin des divers niveaux de commandement ainsi que des Alliés procédant aux frappes mêmes. De cette façon, celles-ci étaient menées dans le respect du droit international, se justifiaient militairement et entraînaient un minimum de risques pour les vies et les biens de civils.

En fait, le souci d'éviter des dommages involontaires a été, en permanence, un frein puissant. De nombreux objectifs ont été épargnés parce que le risque pour les non-combattants était jugé trop élevé. Cependant, ces restrictions n'ont en rien modifié l'issue finale. Grâce à une technologie moderne, à l'habileté de ses pilotes et à la sélection rigoureuse des objectifs, l'Alliance a pu mener ses opérations à bien en minimisant les pertes civiles.

On ne connaîtra jamais le bilan précis des pertes en vies humaines, mais le groupe indépendant, Human Rights Watch, a estimé à 90 le nombre d'incidents au cours desquels entre 488 et 527 civils auraient été tués – 87 auraient péri à Korisa, où les forces serbes ont contraint des civils à occuper un objectif militaire connu. Ces chiffres sont nettement inférieurs aux 1.200 à 5.700 civils tués avancés par les Yougoslaves.

L'OTAN regrette profondément les pertes civiles dont elle est responsable, mais elles doivent être considérées dans le contexte de la situation que l'OTAN cherchait à empêcher et des actions du régime de Belgrade. Rétrospectivement, il apparaît que les équipages de l'Alliance s'étaient fixé et avaient atteint des normes de très haut niveau. Il est irréaliste de penser que l'on peut éliminer tous les risques. Ce fait avait été bien compris et ouvertement admis à de nombreuses reprises par des Albanais du Kosovo eux-mêmes.

En dépit du cynisme des Serbes qui ont tenté d'exploiter les images de civils, victimes accidentelles de frappes aériennes de l'OTAN, l'Alliance a tenu bon. L'erreur du président Milosevic a été de croire que, s'il résistait suffisamment longtemps, l'Alliance s'affaiblirait. Quoique soumis à de rudes tensions par la durée de la campagne aérienne, les Alliés ont surmonté cette épreuve grâce à l'unité et au maintient des objectifs qui sont le fondement même de l'OTAN. La montée en puissance régulière des moyens aériens et l'efficacité croissante de l'Alliance, ainsi que le fait de voir l'OTAN rester solidaire, expliquent très largement la reculade serbe.

Progrès accomplis au Kosovo depuis le conflit

Des soldats de la KFOR entrant au Kosovo en juin 1999 sont accueillis avec des fleurs.

© Crown

On ne s'étonnera guère de constater que, compte tenu de l'héritage laissé par la violence, la situation au Kosovo est loin d'être réglée et qu'elle nécessitera un engagement à long terme de la part de la communauté internationale. Toutefois, en dépit de problèmes graves, on observe de nombreux signes positifs. Beaucoup s'est amélioré suite au déploiement de la KFOR.

Depuis la fin de la campagne aérienne, plus de 1.300.000 réfugiés sont rentrés chez eux, dans leurs villages : 810.000 se trouvaient en Albanie, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine[1] et dans d'autres pays plus lointains, et 550.000 avaient été déplacés à l'intérieur du territoire du Kosovo. La criminalité a considérablement diminué même si elle demeure un problème majeur. Ainsi, alors que l'on dénombrait plus de 50 meurtres par semaine en juin 1999, aujourd'hui on en compte environ cinq par semaine, un taux qui reste cependant beaucoup trop élevé.

En dehors de sa mission d'établissement et de maintien d'un environnement sûr, la KFOR contribue activement à aider la communauté civile et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) à surmonter les horreurs de la guerre et à poser, pour l'avenir, les fondations d'une société pacifique, tolérante et multiethnique.

1 *La Turquie reconnaît la République de Macédoine sous son nom constitutionnel.*

Les soldats de la KFOR ont procédé à l'enlèvement de mines et de munitions non explosées dans plus de 16.000 habitations et 1.165 écoles et sur près de 2.000 kilomètres de routes. Ils ont distribué plus d'un million de tuiles, 18.000 poêles de chauffage et l'équivalent de 4.000 camions de bois dans les villages et les habitations kosovars. Plus de 43.000 Kosovars ont reçu un traitement dans les antennes médicales de la KFOR. Les ingénieurs de la Force ont réparé des centrales électriques, des routes, des ponts et des voies de chemin de fer.

En outre, plus de la moitié des effectifs de la KFOR sont actuellement chargés de la protection des minorités (principalement serbes) du Kosovo. Cela implique de garder les maisons et les villages, d'assurer le transport vers les écoles et les magasins, de patrouiller, de surveiller les points de contrôle, de protéger le patrimoine et, de manière générale, d'assister la population locale.

© Images ARRC

Les forces serbes sont à l'origine de destructions massives au Kosovo.

Il importe de toujours garder à l'esprit l'ampleur de la tragédie que vient de vivre le Kosovo, ainsi que le contexte historique. Les blessures physiques et psychologiques mettront du temps à se refermer. Il convient de faire preuve de réalisme quant aux améliorations que l'on peut escompter après si peu de temps. L'OTAN est résolue à maintenir son approche impartiale vis-à-vis de tous les peuples du Kosovo et à soutenir la réalisation des objectifs énoncés par la communauté internationale dans la Résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

La tâche n'est pas encore achevée: évaluation des défis qui subsistent

Naturellement, il reste beaucoup à faire. En partenariat avec la communauté internationale et la population du Kosovo, nous devons maintenant faire fond sur ce qui a déjà été accompli. La Résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies du 12 juin 1999 énonce les responsabilités incombant à la communauté internationale pendant la durée de l'administration provisoire du Kosovo. Cette Résolution, ainsi que l'Accord militaro-technique sur le retrait des forces yougoslaves et le plan d'opérations de l'OTAN (OPLAN 10413, *Opération Joint Guardian*), déterminent les responsabilités incombant à la KFOR. Elles peuvent se répartir en cinq domaines principaux :

© OTAN

Le général Klaus Reinhardt, Commandant de la KFOR, accompagne le Secrétaire général de l'OTAN, Lord Robertson, lors de sa visite au QG de la KFOR en octobre 1999.

- dissuader les forces yougoslaves et serbes de reprendre les hostilités et de créer de nouvelles menaces contre le Kosovo ;
- établir un environnement sûr et garantir la sécurité et l'ordre publics ;
- démilitariser l'Armée de libération du Kosovo ;
- appuyer l'effort humanitaire international ;
- veiller à la coordination avec la présence civile internationale assurée par la Mission des Nations Unies au Kosovo, et soutenir celle-ci.

Prévenir la reprise des hostilités et toute nouvelle menace contre le Kosovo

En vertu de l'Accord militaro-technique signé le 9 juin 1999 par les commandants de l'OTAN et les commandants yougoslaves, les unités des forces armées yougoslaves et de la police du Ministère de l'intérieur se sont retirées du Kosovo et d'une zone de sécurité terrestre large de cinq kilomètres, créée entre la province et le reste de la République fédérale de Yougoslavie. Cet accord régit désormais les relations entre les forces de la KFOR et les forces yougoslaves. De plus, la présence dans la région d'environ 40.000 hommes bien équipés et bien entraînés, fournis principalement par des pays de l'OTAN, empêche, par son puissant effet dissuasif, une reprise des hostilités et garantit que les forces yougoslaves ne menacent pas directement le Kosovo.

La KFOR est prête à réagir à toute menace de cette nature. Il reste à résoudre le problème du retour d'un nombre limité, fixé d'un commun accord, de soldats et de policiers yougoslaves, ainsi que le prévoit la Résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies, lorsque la situation le permettra. Ces effectifs limités rentreraient au Kosovo pour y accomplir des tâches précises en relation avec le balisage des champs de mines et le déminage, et avec l'établissement d'une présence serbe aux frontières et sur des sites appartenant au patrimoine du Kosovo. La KFOR appliquera, le moment venu, ces dispositions prévoyant le retour de certaines forces serbes.

Maintenir la sécurité au Kosovo

Aujourd'hui, le plus grand défi pour la KFOR est de maintenir des conditions de sûreté et de sécurité au Kosovo. Point positif, la sécurité au Kosovo s'est notablement améliorée au cours des neuf premiers mois de présence de la KFOR. Le nombre de crimes graves a considérablement diminué, grâce à l'action énergique menée par la KFOR en coopération étroite avec la police de la MINUK. Les soldats de la KFOR effectuent chaque jour 500 à 750 patrouilles, montent la garde sur plus de 500 sites stratégiques et surveillent plus de 200 postes de contrôle des véhicules.

L'action de la KFOR serait encore plus efficace s'il y avait au Kosovo une force internationale de police plus importante et un système judiciaire qui fonctionnait convenablement. Mais le travail de la MINUK a été considérablement gêné par un manque de moyens financiers et de personnel, particulièrement en matière de police. En l'absence d'un système judiciaire efficace, il est extrêmement difficile de sévir contre les criminels, ce qui leur donne un sentiment d'impunité. Il est ainsi plus difficile de remédier au plus grave problème d'ordre public au Kosovo, à savoir la sécurité des populations minoritaires. Ces problèmes doivent être résolus d'urgence.

L'une des grandes priorités de la KFOR est d'améliorer la sécurité des minorités; c'est aussi une cause majeure de préoccupation. Par exemple, à Pristina,

plus de 100 soldats de la KFOR vivent avec des familles serbes qu'ils protègent personnellement. Des soldats de la KFOR escortent régulièrement des enfants serbes et tziganes sur le chemin de l'école. A Mitrovica, région où les tensions interethniques sont les plus vives, la KFOR s'emploie constamment à assurer la sécurité des minorités sur les deux rives de l'Ibar.

© EPA/BELGA

Des soldats français de la KFOR contiennent des manifestants à Kosovska-Mitrovica. (février 2000)

La KFOR est déterminée à faire en sorte que tous les réfugiés et toutes les personnes déplacées puissent retourner dans leurs foyers. Malheureusement, une forte proportion de membres des minorités, principalement des Serbes, sont toujours déplacés, la plupart d'entre eux étant partis pendant ou immédiatement après le conflit, avant que la KFOR ne soit déployée pour protéger la population. Certains sont rentrés chez eux depuis lors, et la KFOR est fermement résolue à créer un environnement dans lequel tous les Kosovars puissent vivre en paix, quel que soit leur origine ethnique. Mais la tâche est énorme. Les querelles suscitées par d'anciennes injustices, réelles ou imaginaires, peuvent facilement être attisées dans toutes les communautés du Kosovo. Il est donc peu probable que les tâches de la KFOR soient réduites dans un proche avenir. La KFOR elle-même doit ainsi pouvoir continuer de compter sur les hommes et les ressources nécessaires.

L'OTAN est consciente que la sécurité n'est pas uniquement une question interne. La KFOR a consacré des efforts considérables à la surveillance des frontières internationales avec l'Albanie et l'ex-République yougoslave de Macédoine[2], ainsi que des frontières provinciales avec le Monténégro et la Serbie.

Réinsérer les membres de l'UCK dans la vie civile

La démilitarisation de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) constituait le troisième grand défi pour la KFOR. La réinsertion de combattants dans la vie civile est toujours difficile. Sans plan d'accompagnement, il n'aurait pas été possible d'obtenir la coopération de l'UCK au processus de démilitarisation. La KFOR était parfaitement consciente qu'il ne suffisait pas de retirer à ceux qui avaient combattu dans les rangs de l'UCK le moyen de se battre (10.000 armes avaient été remises en décembre de l'année dernière), mais qu'il fallait aussi les aider à trouver du travail. La création du Corps de protection du Kosovo (CPK), en collaboration étroite avec la MINUK et Bernard Kouchner, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, a été une des principales tâches de la KFOR. Le CPK est une

2 *La Turquie reconnaît la République de Macédoine sous son nom constitutionnel.*

organisation civile conçue dans le but d'aider les habitants du Kosovo en cas de catastrophe anthropique ou naturelle et ne joue aucun rôle pour ce qui est du maintien de l'ordre public. Une fois entièrement constitué, le CPK sera placé sous la ferme autorité de la MINUK, la KFOR étant chargée de la supervision des opérations courantes.

La KFOR et les autres organisations internationales ont pour objectif de voir les Kosovars prendre en charge leur communauté dans son ensemble. Mais cela représente une lourde responsabilité pour les dirigeants de toutes les communautés. Ils doivent prendre position, publiquement et en privé, contre la division et la violence ethniques. Leur volonté d'assurer l'existence d'un Kosovo juste et multiethnique doit être indiscutable, sans quoi l'engagement de la communauté internationale risque à son tour d'être affaibli.

Appuyer l'effort humanitaire international

Tout en veillant au maintien de la sécurité au Kosovo, la KFOR coordonne et apporte son soutien à l'administration civile internationale placée sous la conduite de M. Kouchner. Suite aux enseignement de la Bosnie, la KFOR et MINUK coopèrent étroitement à tous les échelons, grâce à une stratégie conjointe, renforcée par des sessions de planification et des réunions quotidiennes.

La KFOR et la MINUK – et en particulier le HCR, premier "pilier" de la MINUK – ont réussi à mettre sur pied un programme d'aide humanitaire. Leurs efforts, conjugués à ceux d'autres organisations non gouvernementales, ont permis d'éviter que la souffrance, la maladie et la mort ne se généralisent pendant les mois d'hiver. En fait, 95% du programme de protection contre les intempéries de l'hiver furent réalisés à temps – une réussite extraordinaire qui, vu les circonstances, est passée inaperçue. Fait encore plus remarquable, malgré la rudesse du climat dans les Balkans, on n'a signalé, au cours de l'hiver, aucune perte en vies humaines imputable à un manque de nourriture ou de logement.

La réouverture de écoles est un autre succès qui mérite d'être signalé. Pour la première fois depuis dix ans, 300.000 enfants reçoivent un enseignement dans leur propre langue. Ce n'est que l'une des indications que de vastes régions du Kosovo peuvent désormais reprendre peu à peu une vie paisible.

Apporter son concours à la MINUK

Toutefois, l'insuffisance des ressources est un problème omniprésent pour la MINUK. Elle se heurte sans cesse à la difficulté de concrétiser en dons utilisables les promesses de financement. Comment la MINUK peut-elle mettre en place une administration civile efficace et exercer la volonté de la communauté internationale, sans l'argent nécessaire pour financer les éléments fondamentaux d'un

gouvernement, tels les traitements des enseignants, des employés municipaux et des chemins de fer, des juges et des procureurs? C'est dans l'intérêt de la communauté internationale de fournir les ressources nécessaires pour parer aux insuffisances actuelles, tant en personnel (des policiers en particulier) qu'en fonds. Il est impératif que les gouvernements, dont ceux des pays de l'OTAN, contribuent davantage à cet égard.

Une action juste et nécessaire

Les atteintes aux droits de l'homme perpétrées par le gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie et la catastrophe humanitaire à laquelle l'intervention de l'OTAN au Kosovo a permis de mettre un terme ont menacé d'ébranler les valeurs sur lesquelles la nouvelle Europe est en train de se construire. Les actions barbares du régime yougoslave ont éveillé le spectre d'une extension de l'instabilité aux pays voisins et de l'échec du processus de paix mené en Bosnie-Herzégovine. Si l'OTAN ne s'était pas opposée à la politique de nettoyage ethnique, elle aurait trahi les valeurs sur lesquelles elle se fonde et jeté un doute permanent sur la crédibilité de ses institutions. En relevant le défi lancé par le président Milosevic, le respect des droits de l'homme ainsi que des valeurs communes sont les clés de voûte de l'Alliance et des démocraties du monde entier.

La réussite de l'OTAN ne lui a pas fait oublier qu'il est nécessaire de tirer des enseignements de ce conflit, processus qui d'ailleurs se poursuit. La campagne menée au Kosovo a révélé des lacunes dans les capacités militaires de l'OTAN, en particulier en Europe, qu'il faut combler. L'OTAN a déjà commencé d'agir grâce à l'Initiative sur les capacités de défense (DCI) et au renforcement du "pilier" européen de l'OTAN par le développement de l'Identité européenne de sécurité et de défense (IESD). Les pays membres de l'OTAN s'emploient déjà à combler ces lacunes. Une tâche urgente consiste à réorganiser et rééquiper nos forces afin de les rendre plus souples, plus mobiles et plus efficaces. Nous ne pouvons savoir ni quand ni où la prochaine crise éclatera. Les ressources nécessaires doivent être fournies.

Quoi qu'il en soit, la campagne aérienne a atteint ses objectifs en moins de trois mois, avec un nombre de victimes civiles remarquablement faible et sans perte au combat pour l'OTAN. La coalition est restée unie et, en dépit des risques politiques et économiques auxquels ils étaient exposés, tous les Etats voisins de la République fédérale de Yougoslavie ont appuyé les actions de l'OTAN. L'OTAN ne l'oubliera pas. Elle n'oubliera pas non plus le rôle particulier joué par les pays membres du Partenariat pour la paix, qui ont apporté un soutien inébranlable et ont contribué à la réussite de l'opération, tant pendant la crise qu'au lendemain de celle-ci. Le soutien à la KFOR est général, et ce sont aujourd'hui dix-neuf pays non membres de l'OTAN qui participent activement, au sein de la KFOR, au maintien de la paix. Parmi eux se trouve la Russie, un partenaire clé dans le maintien et la préservation d'une paix permanente.

L'OTAN est consciente de l'importance fondamentale que revêt la réussite à long terme dans les Balkans. La tâche ne sera pas facile. Personne ne doit s'attendre

à des améliorations spectaculaires du jour au lendemain. Un gros travail a été accompli mais il reste encore beaucoup à faire. La détermination de l'OTAN à poursuivre les objectifs humanitaires et démocratiques que nous partageons tous ne faiblira pas.

Aurait-on pu faire mieux?

C'est une preuve de la vitalité de nos démocraties que, même lorsqu'une opération militaire est couronnée de succès et recueille un soutien sans réserve au niveau international, beaucoup posent la question de savoir si elle aurait dû être menée – que ce soit pour des raisons de principe ou pour des motifs juridiques – et si elle aurait dû être menée différemment. Un an plus tard, il n'est pas inutile de passer en revue ces critiques pour essayer de dresser un bilan objectif. Les principales questions posées à propos de l'action de l'OTAN sont reprises ci-après.

La communauté internationale a-t-elle posé des exigences qui rendaient l'échec des pourparlers de Rambouillet inévitable?

Selon certains, en insistant pour que l'application de tout règlement adopté à Rambouillet soit supervisée par une force militaire internationale dirigée par l'OTAN, le Groupe de contact mettait les autorités yougoslaves dans l'impossibilité d'approuver les Accords, qui, autrement, auraient été acceptables. On prétend aussi que les droits dont aurait disposé la force sur le territoire yougoslave, étaient si étendus qu'ils ne pouvaient que susciter l'opposition des Serbes.

Il est vrai que la République fédérale de Yougoslavie était contre l'idée d'une force dirigée par l'OTAN qui garantirait le respect d'un accord, quel qu'il soit. Mais avec le président Milosevic, on savait à quoi s'attendre. La communauté internationale a dû tenir compte du fait que M. Milosevic avait à plusieurs reprises manqué d'honorer des accords antérieurs. Une présence de sécurité internationale était donc essentielle pour garantir le respect des Accords. En outre, sans une telle présence, les représentants des Albanais du Kosovo n'auraient pas donné leur assentiment.

Les droits dont aurait disposé la force pour opérer sur le territoire yougoslave étaient fondés sur un texte type sur le statut des forces, utilisé en de nombreuses autres occasions. La question des droits n'a pas été soulevée à l'époque et ne peut donc pas être invoquée comme un motif de rupture des pourparlers.

Tout en prévoyant une présence de sécurité internationale, les Accords de Rambouillet reconnaissaient la souveraineté yougoslave sur le Kosovo et autorisaient que l'armée serbe et la police du Ministère de l'intérieur soient présentes et jouent un rôle dans la province. L'accord, qui envisageait un statut provisoire pour le Kosovo pour une durée de trois ans, aurait protégé les droits de toutes les parties. Le refus du gouvernement yougoslave de négocier en toute bonne foi a entraîné l'expulsion

des forces serbes du Kosovo, issue beaucoup plus négative que ce qui était proposé à Rambouillet.

Les actions de l'OTAN étaient-elles fondées juridiquement en l'absence d'un mandat du Conseil de sécurité des Nations Unies?

D'aucuns font valoir que l'OTAN n'aurait pas dû intervenir au Kosovo contre la République fédérale de Yougoslavie sans un mandat spécifique du Conseil de sécurité des Nations Unies. Or les Alliés n'étaient pas indifférents à la question du fondement juridique de leur action. Les Yougoslaves ne s'étaient déjà pas soumis aux nombreuses exigences du Conseil de sécurité découlant du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies et le Conseil de l'Atlantique Nord avait eu un débat d'importance majeure, au cours duquel il avait pris en considération les facteurs suivants :

- *Le non-respect par le gouvernement yougoslave de résolutions antérieures du Conseil de sécurité ;*
- *les avertissements lancés par le Secrétaire général des Nations Unies à propos des dangers de catastrophe humanitaire au Kosovo ;*
- *le risque de voir survenir une telle catastrophe si la Yougoslavie ne recherchait pas un règlement pacifique de la crise ;*
- *l'hypothèse peu probable que soit adoptée une nouvelle résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies dans un avenir proche ;*
- *la menace qui pesait sur la paix et la sécurité dans la région.*

Le Conseil décida alors que l'Alliance disposait d'une base juridique suffisante pour user de la menace et, si nécessaire, recourir à la force contre la République fédérale de Yougoslavie.

Si l'OTAN n'était pas intervenue, le régime yougoslave aurait poursuivi sa répression brutale contre la population albanaise du Kosovo. Aujourd'hui, ceux qui auraient survécu aux massacres ethniques et aux ravages de l'hiver continueraient à vivre dans des camps de réfugiés à l'étranger, et la région aurait été condamnée à la guerre et à l'instabilité pour des années à venir.

L'Alliance a-t-elle fait suffisamment pour éviter les "dommages collatéraux" et les vols de l'OTAN se sont-ils effectués à trop haute altitude pour être efficaces?

Certains ont laissé entendre que le nombre de victimes civiles était certes faible, mais que l'OTAN aurait dû faire encore davantage pour protéger les civils. En fait, comme on l'a expliqué précédemment, les responsables de la planification de

l'OTAN se sont donné beaucoup de mal pour réduire ces risques, conformément au droit du conflit armé.

Les armes utilisées ont été choisies en fonction de leur cible et de façon à minimiser le risque de dommage non intentionnel. Les cibles étaient déterminées en fonction de la distance entre le point d'impact visé et d'éventuelles installations civiles. Le rythme des frappes a été dicté par le souci de minimiser les pertes civiles. Les équipages opéraient conformément à des règles d'engagement strictes, avec l'ordre d'interrompre toute attaque si le risque de "dommages collatéraux" était trops grand. Malgré cela, il était inévitable que des erreurs soient commises et que les systèmes d'armes puissent mal fonctionner. Une priorité absolue a été donnée aux enquêtes sur les erreurs commises et à la mise en application des enseignements tirés.

© Crown

Un Harrier GR7 de la Royal Air Force volant à moyenne altitude s'apprête à larguer une bombe à guidage laser sur un site de stockage de munitions.

On ne connaîtra jamais le nombre exact de victimes civiles de la campagne aérienne et l'OTAN n'a pas eu accès aux zones d'objectifs situées hors du Kosovo. Cependant, le groupe indépendant, Human Rights Watch, estime qu'il y a eu 90 incidents impliquant des pertes civiles, ce qui indiquerait que moins de 1% des 10.484 sorties aériennes de l'OTAN ont entraîné des pertes civiles.

Selon certaines critiques, les mesures prises pour limiter les risques pour nos équipages – ceux-ci ne pouvaient pas opérer au-dessous de certaines altitudes – ont rendu plus difficile la détermination des cibles et ont réduit la précision des bombardements. Rien n'est moins vrai. Les systèmes d'armes modernes peuvent opérer à très haute altitude et frapper avec une précision extrême des objectifs très éloignés. Comme l'ont fait observer les équipages eux-mêmes, le fait que ceux-ci aient pu survoler la plupart des défenses aériennes ennemies leur a laissé le temps de bien identifier les cibles, et de ne les attaquer qu'après les avoir approchées indirectement. Il est même inexact de dire que toutes les frappes ont été menées à haute altitude. A mesure qu'avançait la campagne, et que les conditions le permettaient, certains avions ont opéré à seulement 2.000 mètres. Il fallait trouver un compromis entre les risques pris et les résultats probables. Les mauvaises conditions météorologiques et la nécessité d'éviter les dommages non intentionnels ont constitué en fait des contraintes bien plus importantes pour la désignation des cibles que l'altitude à laquelle étaient lancées les frappes.

En fin de compte, la puissance aérienne a atteint ses objectifs. La stratégie serbe, en revanche, a échoué. Les Serbes espéraient tenir plus longtemps que les

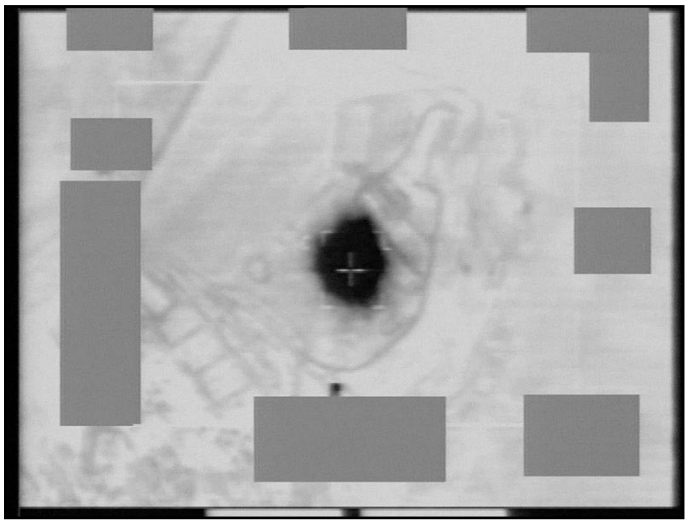
forces de l'OTAN, lui infligeant des pertes qui saperaient le soutien de l'opinion publique des Alliés. C'est notamment parce qu'ils n'y sont pas parvenus qu'ils ont finalement été contraints d'accepter les exigences de la communauté internationale.

La campagne de bombardements de l'OTAN a-t-elle été mal conçue et mal exécutée?

Certains font valoir que la campagne aérienne de l'OTAN aurait dû être plus agressive, en frappant plus tôt le coeur du pouvoir à Belgrade ; d'autres ont critiqué la décision de l'OTAN de ne pas déployer de troupes au sol en vue d'une invasion du Kosovo.

Pareil débat est théorique : l'OTAN a gagné avec la stratégie qu'elle a utilisée. La puissance aérienne a fonctionné. Il ne faut pas oublier que l'OTAN a décidé d'employer la force militaire pour atteindre des objectifs politiques limités – pour mettre fin à la violence et à la répression – et non pour vaincre militairement la Yougoslavie. Comme on l'a mentionné ailleurs, le seul espoir du président Milosevic était de diviser l'Alliance; par conséquent, toute stratégie de l'OTAN se devait de préserver l'unité de l'Alliance et de refléter les aspirations démocratiques des dix-neuf pays qui la composent. Il était également essentiel, pour conserver le soutien dont bénéficiaient les actions de l'OTAN auprès du public et de la communauté internationale, d'éviter d'infliger à la population serbe des souffrances inutiles.

© Crown



Vue du même site de stockage de munitions après le bombardement.

A mesure que s'accélérait la répression menée par les Serbes au Kosovo, l'OTAN réagissait rapidement afin d'intensifier la campagne aérienne. A mesure que la campagne aérienne se prolongeait, d'autres options militaires étaient sérieusement débattues à l'OTAN et dans les capitales. Les pays se sont montrés tout naturellement réticents à l'idée de lancer une invasion terrestre, qui aurait été longue, difficile et coûteuse en vies humaines, en moyens financiers et en équipement. Néanmoins, nombreux sont ceux qui pensent que l'OTAN aurait pris cette initiative si cela avait été nécessaire. C'est probablement ce que le président Milosevic en est arrivé à croire, ce qui pourrait expliquer en partie sa capitulation.

© Crown

Dans des camps de réfugiés en ex-République yougoslave de Macédoine*, des soldats britanniques de l'OTAN apportent vivres et soins à des Albanais du Kosovo, brutalement chassés de leurs foyers par les forces serbes.
**La Turquie reconnaît la République de Macédoine sous son nom constitutionnel.*

L'OTAN a-t-elle délibérément trompé l'opinion publique quant au succès des frappes aériennes menées contre les forces serbes au Kosovo?

Le débat se poursuit sur la quantité d'armes et de matériels serbes détruits. Les chiffres avancés sont souvent contradictoires et sans fondement. Pour leur part, l'Alliance et les pays qui la composent ont analysé de manière approfondie l'efficacité de la campagne aérienne de l'OTAN pour en tirer des enseignements. Le 16 septembre 1999, lors d'une conférence de presse, le Commandant suprême des forces alliées en Europe, le général Wesley Clark, a présenté les conclusions de l'équipe OTAN chargée d'évaluer l'efficacité de la mission menée au Kosovo. Au cours de son exposé, il a indiqué que l'OTAN avait effectué des frappes efficaces contre 93 chars, 153 véhicules blindés de transport de troupes, 339 véhicules militaires et 389 pièces d'artillerie et mortiers.

Au mois de juin, alors que le conflit se poursuivait, on estimait que 120 chars, 314 pièces d'artillerie et 203 véhicules blindés de transport de troupes avaient été touchés. Comme il était extrêmement difficile de juger des résultats des frappes pendant le combat et impossible de se rendre sur le terrain, ces chiffres ont été confirmés par des évaluations ultérieures; ce travail témoigne des efforts considérables déployés par l'OTAN durant le conflit pour fournir des informations précises. Il faut également noter que s'il restait encore aux Serbes plusieurs centaines de véhicules blindés au Kosovo, ceux-ci étaient pour la plupart restés dissimulés pendant toute la durée du conflit.

Par ailleurs, en ne s'en tenant qu'aux chiffres, on passe à côté de l'essentiel. Interrogé sur le nombre d'objectifs détruits par l'OTAN, le général Clark s'est contenté de répondre : "Un nombre suffisant". D'une manière générale, la campagne aérienne de l'OTAN a contraint le président Milosevic à se plier aux exigences de la communauté internationale et a permis à l'Alliance d'atteindre les objectifs politiques qu'elle s'était fixés. C'est à cela que l'on peut véritablement mesurer le succès remporté par l'OTAN.

La campagne aérienne de l'OTAN a-t-elle engendré le nettoyage ethnique auquel elle était censée mettre fin?

Certains affirment que la campagne aérienne de l'OTAN a eu pour effet de précipiter le nettoyage ethnique et ses brutalités, les actes de violence et l'exode des réfugiés. Cette assertion est démentie par les faits. La campagne menée par le président Milosevic au Kosovo a été soigneusement préparée et répétée, comme l'indique le rapport du BIDDH de l'OSCE. Elle a été précédée d'un renforcement du dispositif militaire, qui était déjà engagé au moment des pourparlers de Rambouillet. Par la suite, les données du renseignement recueillies ont permis d'établir qu'il s'agissait d'une stratégie planifiée à l'avance (sous le nom d'Opération Fer à cheval) pour vider le Kosovo de sa population albanaise.

On sait également que le président Milosevic a voulu mettre en oeuvre sa stratégie brutale de nettoyage ethnique, mais qu'il a échoué. Les réfugiés sont rentrés chez eux. Au lieu de se cacher dans les montagnes, de s'entasser dans des camps de réfugiés ou de s'éparpiller dans toute l'Europe, la grande majorité des Albanais du Kosovo ont été ramenés chez eux en quelques mois. Par comparaison, en Bosnie-Herzégovine, on estime encore à quelque 300.000 le nombre des réfugiés et à plus du double celui des personnes déplacées à l'intérieur du territoire. La réaction ferme et prompte de l'OTAN et de la communauté internationale a permis d'enrayer la spirale de la violence.